

Les crédits

Ce sont des choses de ce genre que nous avons remises en question au comité. Pourtant, qu'avons-nous découvert? Les ministériels ont bétonné. Il semble qu'on ne puisse rien y changer. Pourquoi? Je l'ignore. Je pose la question au gouvernement.

Lorsqu'on prend la page 2-65, à la rubrique sur les biens et services, en comparant les dépenses de 1993-1994 à celles prévues pour 1995-1996, on s'aperçoit qu'elles sont passées de 264,097 millions de dollars à 319,997 millions de dollars, soit une augmentation d'environ 55 millions de dollars. Nous avons demandé pourquoi. Ce sont les témoins et les hauts fonctionnaires qui ont témoigné devant notre comité qui nous ont donné la réponse. Nous faisons des recommandations. Est-ce justifié? Peut-on justifier cela? Ces augmentations sont-elles fondées? Si nous constatons qu'elles ne le sont pas, nous recommandons des réductions. Qu'arrive-t-il? Ils bétonnent.

C'est pourquoi nous avons l'impression qu'ils se moquent du processus budgétaire. C'est pourquoi le gouvernement libéral, qui s'est engagé à être efficace, transparent, responsable et ouvert et à gérer le pays de façon transparente, ne s'est vraiment pas acquitté de ses responsabilités. On ne compte plus les promesses qu'il n'a pas tenues. Il a laissé tomber toutes les promesses qu'il avait faites dans le livre rouge pour adopter plutôt ce qu'il considère comme une façon pratique de gouverner.

Nous voulons un gouvernement responsable. Nous voulons un gouvernement qui a des principes, qui les respecte et qui tient ses promesses. Je ne pense pas que ce soit trop demander. C'est pourquoi nous disons qu'il ne saurait être question de confiance, en ce qui concerne le budget. Si le gouvernement se sent menacé parce qu'il est défait sur une motion donnée, que l'on présente une motion de défiance. S'il survit à celle-ci, il n'aura plus à se sentir menacé.

• (1630)

Si cette façon de procéder pouvait devenir une politique, les partis d'opposition et le parti ministériel pourraient unir leurs efforts pour faire en sorte que les contribuables canadiens en obtiennent pour leur argent, en ce qui concerne les 165 milliards de dollars que nous dépensons en leur nom. C'est ce que nous demandons, et c'est ce à quoi les Canadiens s'attendent.

M. Mac Harb (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, j'ai été assez surpris d'entendre le député attaquer la fonction publique du Canada, alors que nous savons que c'est l'une des plus efficaces du monde. Je ne crois pas qu'on ait raison de dénigrer nos fonctionnaires, quand on pense à ce qu'ils apportent à la société et à ce qu'ils gagnent.

Je tiens à faire remarquer que le gouvernement a fait quelque chose qui ne s'était jamais vu auparavant quand il a démocratisé le processus. C'était la première fois dans l'histoire du Canada qu'un gouvernement tenait des consultations sur le budget.

J'ai été élu en fonction du programme de mon parti, qui comportait diverses promesses. Je me suis présenté à titre de représentant du Parti libéral. J'ai donc le devoir de voter suivant la ligne du parti, du moins pour les enjeux qui composaient notre programme électoral au cours des dernières élections. Selon moi, ce serait incorrect d'agir autrement.

Par ailleurs, j'ai des sentiments assez mitigés sur la possibilité de tenir des votes libres à la Chambre. Si nous procédions ainsi, le gouvernement, quel qu'il soit, devrait passer la plus grande partie de son temps à exercer des pressions sur les députés, pris individuellement, afin qu'ils votent avec le gouvernement. En fait, le gouvernement a la responsabilité de réaliser ce qu'il a promis à la population au cours de la campagne électorale.

Je veux demander au député combien de fois il a voté contre son parti, à la Chambre. En un an et demi, nous avons pu constater que le Parti réformiste votait invariablement en bloc. Il n'y a rien de mal à cela, mais le député peut-il nous dire combien de fois il lui est arrivé de ne pas suivre la ligne de son parti?

M. Williams: Monsieur le Président, tout d'abord, je n'ai pas dénigré la fonction publique. Je n'ai fait que mentionner les échelles salariales. J'ai souligné que le gouvernement semblait protéger les fonctionnaires en haut de l'échelle, tout en écartant ceux qui se trouvent en bas, ce qui, à mon avis, n'est pas juste.

Je voudrais répondre au principal argument du député, argument dans lequel il a dit estimer que, en tant que député, sa tâche consistait à appliquer le programme proposé au cours de la campagne électorale. À la page 18 du livre rouge, les libéraux avaient promis d'amputer de 15 p. 100 le budget fédéral consacré aux services de conseil et aux services professionnels. Il trouvera cela à la page 18 du livre rouge s'il ne l'a pas déjà lu. Je présume qu'il ne l'a pas fait, puisqu'il dit aujourd'hui s'en tenir aux orientations qu'il a préconisées pendant la campagne électorale.

Le budget consacré aux services de conseil et aux services professionnels a augmenté de 136 millions de dollars. Si le député dit s'en tenir au programme proposé au cours de la campagne électorale, il votera contre la motion visant à approuver ce montant de 136 millions de dollars, car, il y a deux secondes, il a dit que c'est le programme pour lequel il siège de ce côté-là de la Chambre.

Ce que nous essayons de faire comprendre, c'est que les libéraux ont brisé leurs promesses les unes après les autres, et le député d'en face vient tout juste d'en briser encore une autre.

Enfin, je tiens à souligner que, à plusieurs reprises, des députés du Parti réformiste ont voté de façon différente de la majorité